

## CAE reçoit son certificat de francisation

**Montréal, le 29 novembre 2016** – Hier, l'entreprise CAE, dont une partie des travailleuses et travailleurs sont syndiqués chez Unifor, a reçu son certificat de francisation des mains de Luc Fortin, ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Protection et de la Promotion de la langue française et de Robert Vézina, président-directeur général de l'Office québécois de la langue française (OQLF).

La cérémonie a été tenue sur les lieux de travail en présence notamment de Sophie Albert, présidente de la section locale 522 et de Lucie Pratte, représentante des travailleurs syndiqués sur le comité de francisation de l'entreprise. Pour elles « *cela ne signifie pas que le travail soit terminé pour le comité de francisation. C'est une motivation à demeurer vigilants pour assurer la pérennité, la permanence du français comme langue du travail. C'est une mission que nous devons accomplir tous ensemble et surtout, c'est un élan vers l'avenir pour un projet qui doit toujours rester à l'ordre du jour* ».

Il faut rappeler que le travail pour parvenir à l'obtention de ce certificat a été de longue haleine. Le syndicat a commencé à se préoccuper de ce dossier au tournant de 1990 alors que la FTQ a commencé à mettre en place des tables sectorielles et que la toute première a été celle de l'aérospatiale. « *C'est à partir de ce moment que les choses se sont activées alors que la FTQ a commencé à offrir de la formation et du soutien pour nous aider à jouer notre rôle qui est défini dans la Charte de la langue française* », a expliqué Mme Pratte. Les tables sectorielles ont été fort utiles pour la mise en commun des « bons coups ». Ainsi, la francisation des outils de travail comme les manuels, logiciels, etc. a été rendue possible malgré les réticences des employeurs. « *Chaque fois que l'on réussissait à obtenir un gain dans un lieu de travail, ça aidait les autres à l'obtenir ailleurs* », a raconté Mme Pratte.

Plus précisément chez CAE, quelques avancées ont été possibles au début des années 2000 alors que le gouvernement québécois exigeait des changements en matière de langue de travail comme condition pour débloquer ses subventions. Puis, vers 2007 avec l'arrivée de Marc Parent à la tête de CAE, les choses ont commencé à bouger puisqu'il s'était donné comme objectif l'obtention du certificat.

« *Malgré cette volonté, ça nous aura pris neuf ans pour y arriver, c'est dire le travail qui a dû être fait dans le dossier* », a commenté Mme Pratte.

Et c'est aussi pourquoi le syndicat estime que le travail et les efforts devront se poursuivre afin de maintenir les niveaux requis. Le syndicat pense d'ailleurs que bien des entreprises qui ont reçu dans le passé leur certificat de francisation ne passeraient même plus le test aujourd'hui. Il faut donc que la question du français comme langue de travail demeure une priorité dans le travail de représentation syndicale.

### À propos du projet Unifor

Fondé en août 2013, Unifor a été créé par la rencontre du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) et des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA). Le syndicat représente plus de 310 000 membres au Canada, dont près de 55 000 au Québec. Unifor est aussi affilié à la plus grande centrale syndicale québécoise, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

-30-

**Source : Unifor-Québec [www.uniforquebec.org](http://www.uniforquebec.org) Pour information : Marie-Andrée L'Heureux, responsable des communications, Unifor-Québec, (514) 916-7373 [marie-andree.lheureux@unifor.org](mailto:marie-andree.lheureux@unifor.org)**